



TRANSPORT AÉRIEN

Des tractations en vue de la relance de Nouvel Air Congo



Un des aéronefs de Nouvel Air Congo DR

Le ministère des Transports et de l'Aviation civile a déposé sur la table du gouvernement le dossier de la compagnie aérienne Nouvel Air Congo, en vue de la relance de ses activités arrêtées depuis mars 2020.

Créée en 2008 par l'Etat congolais avec l'appui de la société Allegiance pour desservir l'intérieur du pays, Nouvel Air Congo, dont les aéronefs de type MI 60 de marque chinoise sont cloués au sol, traverse une situa-

tion financière difficile, qui est loin d'être un cas isolé. Elle s'assimile à celle de la compagnie nationale ECAir, inopérante aussi depuis 2016.

Page 4

COVID-19

Une évaluation après les fêtes attendue

Après l'assouplissement de quelques mesures à l'orée des fêtes de fin d'année, la Coordination nationale de gestion de la pandémie de covid-19 va procéder à une évaluation de la situation épidémiologique. « Si l'assouplissement des mesures de lutte contre la covid-19 ne se traduit pas par un rebond de la pandémie, les pouvoirs publics se réserveront alors la possibilité de prendre de nouveau des mesures de restriction », prévenait la Coordination nationale de gestion de la pandémie lors de sa réunion du 10 décembre 2021, au



Visite du dispositif de dépistage de la covid-19 au Laboratoire national cours de laquelle des mesures exceptionnelles d'assouplissement avaient été prises.

Page 7

MALI

La transition pourrait durer cinq ans

A l'issue des assises nationales de la refondation organisées du 26 au 30 décembre 2021, les participants ont résolu de prolonger la transition de six mois à cinq ans. Auparavant, la junte au pouvoir au Mali s'était engagée, sous la pression des pays membres de

la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et d'une partie de la communauté internationale, à remettre le pouvoir aux civils après les élections présidentielle et législatives, initialement programmées en février 2022.

Page 11

AWARDS DU RIRE AFRICAIN

Stéphanie Bluetooth, révélation de l'année

Stéphanie Divine Poumou, de son nom de scène Stéphanie Bluetooth, vient d'être sacrée Révélation de l'année lors de la première édition des Awards du rire africain qui s'est tenue le 31 décembre 2021 à Niamey, au Niger. Étoile montante de l'humour congolais et africain depuis 2017, Stéphanie Bluetooth a donc une fois de plus confirmé son talent. Cette distinction vient couronner une belle année de travail où elle a été remarquée dans plusieurs festivals.

Page 14



ÉDITORIAL

Conseil

Le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, assumant depuis le 1er janvier la lourde tâche de la présidence du Conseil de l'Union européenne, l'on peut être certain que le resserrement des liens avec notre continent, l'Afrique, figurera pendant au moins les six mois à venir en tête de liste des priorités de cette communauté qui figure en bonne place parmi les grandes puissances de la planète.

Loin d'être un pari sur le proche avenir, ce qui est ici écrit relève du simple bon sens: d'abord parce que le président de la France, qui vit les derniers mois de son quinquennat, l'a énoncé clairement tout au long des derniers mois ; ensuite parce que le Vieux continent a tout à gagner à nous accompagner activement dans notre longue marche vers le développement durable; enfin parce que tout nous rapproche de lui à commencer par l'histoire, les langues, la culture, les échanges commerciaux, la réponse aux défis de notre époque en bonne place desquels figure la protection de la nature et la lutte contre le dérèglement climatique.

Dans ce contexte très particulier s'il est un conseil que l'on doit donner à nos propres dirigeants, c'est bien celui de s'accorder pour faire entendre à Bruxelles de façon plus forte la voix des peuples africains. Les moyens matériels dont disposent, en effet, les vingt-sept pays membres de l'Union européenne sont tels que leur mobilisation à nos côtés ne peut avoir que des résultats positifs. Ceci est d'autant plus vrai que la crainte générée par l'afflux des migrants sur le sol européen s'accroît de jour en jour et que la seule façon de le réduire, voire même de le supprimer résultera de notre croissance économique, de notre émergence.

Peu importe, au fond, qu'Emmanuel Macron soit ou ne soit pas candidat à sa propre succession au Palais de l'Élysée, ce qui n'est pas encore joué quoi qu'en disent les médias français. L'important est que nous profitons de son mandat à la tête du Conseil de l'Union européenne pour énoncer cette vérité de simple bon sens que toutes les grandes puissances ont comprise : l'Afrique, notre Afrique, est un acteur incontournable de la communauté mondiale du fait de son poids démographique, de la jeunesse et du dynamisme de sa population, de l'ampleur de ses ressources naturelles, du rôle qu'elle est appelée à jouer dans la protection de l'environnement mondial. Mettons donc à profit le temps présent, où nous avons en Europe un partenaire convaincu, pour nous faire mieux entendre.

Les Dépêches de Brazzaville

PCT

Le comité Poto-Poto célèbre un double anniversaire

Les membres du Parti congolais du travail (PCT) du troisième arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto, ont célébré avec faste le 52e anniversaire de la création de leur organisation politique couplé aux 83 ans d'âge de son défunt président fondateur, Marien Nguouabi.

Dans son mot de circonstance, le président du comité PCT de Poto-Poto, Ferréol Constant Gassackys, a appelé les militants à se mettre en rang de bataille pour mieux affronter les élections politiques à venir, notamment les législatives, les locales et les sénatoriales.

« Nous devons garder toujours la même entrain et la même détermination. Unir nos divers atouts et compétences de stratégies. Bien mieux, cultivons la cohésion et instaurons la discipline dans nos rangs. C'est à juste titre que le président du Comité central, le camarade Denis Sassou N'Guesso, dans toutes ses allocutions, ne cesse de nous rappeler qu'une bataille politique ne se gagne pas dans le désordre et l'indiscipline. Cet appel incessant du président de notre parti doit être intériorisé et observé par tous, du sommet à la base, pour gagner les échéances électorales de 2022 », a-t-il instruit.

Ferréol Gassackys a fait savoir aux membres du parti que leur action commune doit être aussi celle d'accompagnement et du soutien inlassable au programme de société du président de la République, Denis Sassou N'Guesso « Ensemble poursuivons la marche » qui est à la base du Plan national de développement (PND) 2022-2026, lequel sera adopté prochainement par le Parlement.

Ce programme est sans conteste, a-t-il expliqué, un gage sûr de développement et de modernisation pour le Congo. A l'instar des autres pays du monde, le Congo traverse une crise sanitaire grave, la pandémie du coronavirus covid-19. La panacée à ce fléau, pense-t-il, est la vaccination et le respect des mesures barrières.

Pour ce faire, il a invité les membres du PCT à poursuivre la



Ferréol Constant Gassackys prononçant son mot de circonstance

sensibilisation et la mobilisation, ainsi qu' à inciter les parents, amis et connaissances à se faire vacciner afin d'atteindre l'immunité collective qui fera revenir les Congolais à la vie d'antan, sans masque et surtout, pour booster le développement du pays avec la mise en œuvre du PND 2022-2026.

Présente à cette rencontre, la présidente de la cellule 28 du PCT, Jacqueline Lydia Mikolo, récemment désignée membre du bureau politique, a livré ses impressions à la presse. « J'ai un sentiment de reconnaissance au chef de l'État, président du Comité central, qui a pensé à nous. Nos pensées aussi vont vers le secrétaire général du parti que nous remercions. Cela nous invite à faire encore plus, à défendre plus haut les couleurs

du parti. Nous avons aussi une pensée particulière pour tous nos anciens qui sont partis cette année et ceux qui sont partis avant. Nous aimerons travailler comme eux, car ce sont nos anciens qui ont amené le parti à ce niveau. Nous sommes heureux qu'aujourd'hui Poto-Poto a eu un membre du bureau politique du parti », a-t-elle expliqué.

Jacqueline Lydia Mikolo a loué également l'initiative du président du comité PCT Poto-Poto. « Au PCT nous sommes disciplinés, voilà pourquoi nous sommes tous rangés derrière le président de notre comité de Poto-Poto qui multiplie les initiatives, ce qui est d'ailleurs connu. Nous ne pouvons que le soutenir. Nous disons toujours que Poto-Poto c'est la tête », a-t-elle renchéri.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FORCE PUBLIQUE

Regard sur quatre officiers élevés au grade de général

Le président de la République, chef suprême des armées, Denis Sassou N'Guesso, a nommé, le 30 décembre dernier, quatorze officiers au grade de général. Notre rédaction brosse les portraits de quatre d'entre eux.

Les quatre généraux des Forces armées congolaises (FAC) que nous découvrons aujourd'hui, parmi les quatorze nommés, sont Simplicie Euloge Lebi ; Léon Mahoungou, commandant la zone militaire de défense n°6 ; Fortuné Niakékélé, commandant la zone militaire n°5, René Nganongo, chef d'état-major de la marine nationale.



Le général Léon Mahoungou



Le général Fortuné Niakékélé



Le général René Nganongo

Ancien enfant de troupe de la promotion Amilcar-Cabral (1975-1982), le général Simplicie Euloge Lebi est docteur en histoire contemporaine de l'Afrique (Université Marien-Ngouabi de Brazzaville). Il a poursuivi sa formation à l'école supérieure des techniques de sécurité militaire en Algérie, à l'école du commissariat de l'armée de terre à Montpellier, en France ; au Collège royal de l'enseignement militaire supérieur (Ecole de guerre) au Maroc ; à l'Institut des hautes études de défense nationale France-Sénégal. Il a occupé, entre autres, les fonctions de chef de section Analyse et synthèse (Direction centrale des renseignements militaires), chef de poste de commandement (Direction centrale des renseignements militaires), chef de division Fonds et budget au Com-

mandement de la logistique, directeur du Cercle Mess des Officiers de Brazzaville, directeur administratif et financier de l'état-major général des FAC (...).

Son collègue, le général Mahoungou, ancien enfant de troupe de la promotion Gérard-Ndounga (1978-1985), est un officier formé à l'Ecole d'infanterie de Simféropol, ex-URSS. Il a poursuivi sa formation au cours de perfectionnement des officiers subalternes à l'Ecole d'application d'infanterie de Thiès, au Sénégal; au cours d'état-major à l'Académie militaire Marien-Ngouabi, à l'Ecole de guerre au collège national de défense d'Abuja (Nigeria), avec les études stratégiques à l'Université d'Ibadan (Nigeria). Le général Léon Mahoungou a, entre autres, occupé les fonc-

tions de chef d'état-major du BSSQG ; chef de cabinet du CEMGA/FAC, chef de division programmation générale à la direction des opérations de l'état major général des FAC ; commandant du détachement militaire auprès du système des Nations unies au Congo ; commandant en second du mécanisme conjoint de vérification élargie de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs à Goma, en République démocratique du Congo. Il est détenteur de plusieurs décorations nationales et internationales. Marié, il est père de trois enfants.

Le général Fortuné Niakékélé, quant à lui, a suivi les cours d'état-major, option commandement interarmes, à l'académie militaire Marien-Ngouabi ; le cours supérieur d'état-major, option

conduite des opérations interarmées (niveau stratégique opérationnel). Il a, entre autres, occupé les fonctions de chef de détachement congolais à la Fomuc (7e contingent) ; chef d'état-major de la force multinationale de la Cémac en République centrafricaine (RCA); chef d'état-major de la force multinationale de l'Afrique centrale en RCA ; officier opérations HQ-ASF de la commission de l'Union africaine. Le général Fortuné Niakékélé est également détenteur de plusieurs distinctions honorifiques, à savoir officier dans l'ordre du mérite congolais, officier dans l'ordre du mérite centrafricain, médaille d'or de la Croix de la valeur militaire ; médaille d'or de la défense nationale française, officier dans l'ordre de reconnaissance centrafricaine et dans celui de la Cémac.

Chef d'état-major de la marine nationale, le général René Nganongo, ancien enfant de troupe de la promotion Stève-Biko (1976-1983), est un officier formé au cours supérieur de l'Ecole navale de Brest (France). Il a poursuivi sa formation, tour à tour, à l'Ecole d'application des officiers de la marine sur le porte-hélicoptères « Jeanne-d'Arc » (France) ; à la Faculté des sciences économiques de l'Université Marien-Ngouabi ; au cours d'officiers de renseignements militaires à Pretoria (Afrique du Sud) ; au Défense language institute de Lackland, Texas (Etats-Unis d'Amérique) ; au cours d'état-major de marine au Naval Staff Collège de Newport Island (Etats-Unis d'Amérique). Il a occupé, entre autres, les fonctions d'officier en second sur Patrouilleur P602-BN01, à Pointe-Noire ; chef de division marine et relations publiques au cabinet du chef d'état-major général des FAC ; chef de synthèse et évaluation à la division études et planification de la DCRM, directeur de cabinet du chef d'état-major des FAC ; directeur de cabinet du ministre de la Défense nationale (...).

Guillaume Ondzé

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Les élus appelés à faire usage du mécanisme constitutionnel

Dans mon message sur l'état de la nation devant le Parlement réuni en congrès, le 28 décembre dernier, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a interpellé les sénateurs et les députés sur le recours plus actif à l'enquête parlementaire, une de leurs prérogatives établies par la Constitution.

Analysant le message du chef de l'Etat, le député de la première circonscription électorale de Ouenzé, Juste Désiré Mondélé, a rappelé que ce n'était pas pour la première fois que les parlementaires étaient interpellés concernant les dispositions particulières de contrôle de l'action de l'exécutif. Selon lui, le chef de l'Etat est également revenu sur les antivaleurs, en parlant de la corruption et de la bonne gouvernance.

« Le contrôle parlementaire est aussi une disposition qui permet aux parlementaires de suivre, à tous les niveaux, le travail du gouvernement mais aussi de l'administration qu'elle soit publique ou privée dès qu'il y a l'impact direct sur la vie de la nation. Je pense que les parlementaires, pour la énième fois, ont écouté le président de la Répu-

blique et feront bon usage de ce mécanisme constitutionnel qui fait aussi partie du règlement intérieur de l'Assemblée nationale et du Sénat », a déclaré Juste Désiré Mondélé.

Le conseiller spécial du président de la République, chef du département politique, pense que Denis Sassou N'Guesso a été optimiste et combattif en faisant non seulement le bilan de l'année qui s'est achevée mais aussi en jetant les jalons de l'opérationnalisation de son contrat social avec le peuple congolais. « Le chef de l'Etat a parlé directement de trois types de gouvernance : la gouvernance institutionnelle et systémique ; la gouvernance économique, financière attractive ; la gouvernance sociale solidaire. Il a rappelé l'innovation qu'il a dû faire pour booster la lutte



Juste Désiré Mondélé

contre les antivaleurs et la diplomatie économique à travers deux ministères : le ministère du Contrôle de l'Etat et le ministère en charge de la Coopération internationale et du Partenariat public-privé », a commenté Juste Désiré Mondélé.

Le secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République, a également indiqué

que le président a, en outre, rappelé que le Congo faisait son comeback concernant ses relations avec les institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international avec qui un accord de principe a été trouvé. Il a, par ailleurs, lancé un appel aux partenaires multilatéraux.

S'agissant de la lutte contre la pandémie de coronavirus, l'élu de Ouenzé 1 a noté que le Congo est l'un des rares pays en Afrique du sud du Sahara à ne pas bénéficier d'un soutien des institutions financières internationales. Quant à l'évolution actuelle de la covid-19, il a souligné que le président a lancé un appel au peuple en rappelant que l'assouplissement des mesures ne veut pas dire éradication de la pandémie.

« Nous avons vu qu'à chaque fois que le Congo s'est retrou-

vé dans une configuration difficile, le capitaine a tenu la barque en rappelant que la mesure salutaire pour aller vers l'immunité collective, la sortie de cette crise sanitaire, passe inéluctablement par la vaccination. Il a rappelé que 10% c'est faible, il faut aller au-delà », a poursuivi Juste Désiré Mondélé.

Selon lui, au plan économique, le chef de l'Etat a rappelé que le Congo est en train de retrouver ses meilleurs paramètres économiques et a insisté sur l'attractivité des investissements directs étrangers. D'où la nécessité de réhabiliter le spectre et le réflexe de la sanction, d'appliquer la loi dans toute sa rigidité et de promouvoir le triptyque rigueur-intégrité- efficacité, pour ne pas capituler devant l'emprise rampante de l'impunité.

Parfait Wilfried Douniama

TRANSPORT AÉRIEN

Des discussions pour une possible relance de Nouvel Air Congo

Les aéronefs de la compagnie locale Nouvel Air Congo sont cloués au sol depuis mars 2020, dès la mise en place des restrictions liées à la pandémie de covid19. Le ministère des Transports a remis le dossier sur la table pour tenter de relancer les activités de la compagnie qui dessert l'hinterland.

Créée en 2008 par l'État congolais et la société Allegiance, la compagnie aérienne Nouvel Air Congo bat de l'aile bien avant l'avènement de la crise sanitaire. Les dirigeants de la société à capital public ont essayé en vain de trouver des solutions aux difficultés financières et sociales, y compris l'apurement de plusieurs mois d'arriérés de salaire et le renforcement des partenariats.

Le sujet de la compagnie aérienne a récemment été évoqué lors d'une rencontre du ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Jean-Marc Thystere Tchicaya, et le directeur général de Nouvel Air Congo, Jean Fulbert Rodrigue Nombo. Les deux hommes ont examiné la situation de cette compagnie et les possibilités de sa relance.

Fin 2017, les autorités de tutelle ont entrepris de vastes réformes en vue de renforcer la flotte de la compagnie aérienne en la dotant de nouveaux avions de type MA 60. Nouvel Air Congo



Le ministre des Transports recevant le directeur général d'Air Congo DR

disposait de trois aéronefs de la même marque, une nouvelle génération de ces appareils fabriqués en Chine. Les dirigeants sociaux misaient également sur le partenariat avec la société chinoise Avic international pour la formation de ses équipages et de son personnel.

En chômage technique jusqu'à ce jour et désespéré, le personnel de la compagnie aérienne

réclame une meilleure amélioration de la gestion financière de l'entreprise. Lors des nombreuses rencontres avec les dirigeants, les délégués du personnel en appellent à l'arbitrage du ministre de tutelle pour pouvoir améliorer la gestion et la transparence dans la gouvernance de la compagnie et, surtout, le paiement des charges sociales.

Il faut souligner que la situation

de Nouvel Air Congo est loin d'être un cas isolé. Le cas emblématique est celui de la grande compagnie nationale Equatorial Congo airlines (ECAir). Tous les avions d'ECAir sont cloués au sol depuis octobre 2016, cinq ans seulement après son lancement. Après plusieurs annonces, les avions d'ECAir ne reprennent pas encore le ciel.

Fiacre Kombo

CUVETTE-OUEST

Création d'une organisation afin d'impulser le développement de la contrée

L'Association bic rouge pour le développement (ABRD), que préside Me Richard Ossa, a été présentée le 31 décembre à Brazzaville, lors d'une conférence de presse. Elle a pour objectif principal de promouvoir le développement tous azimuts du département de la Cuvette-Ouest.

Dans son mot de circonstance, le président Richard Ossa a fait savoir que l'association qu'il préside est une organisation philanthropique apolitique, à but non lucratif. Elle poursuit plusieurs objectifs spécifiques dont trois sont fondamentaux, visant à promouvoir la préservation des écosystèmes naturels pour impulser le développement de la Cuvette-Ouest.

Il s'agit notamment d'initier et de conduire des projets agricoles en faveur du département de la Cuvette-Ouest et de développer des initiatives porteuses en faveur de cette partie du pays qui s'enfonce de plus belle dans la précarité et l'enclavement.

« Bic rouge pour le développement n'est pas une association de trop sur l'échiquier du département mais une structure qui naît pour soutenir et apporter des solutions aux problèmes cruciaux auxquels la population est confrontée », estime Richard Ossa.

Pour sa part, Asie Dominique



Les responsables de l'ABRD lors de la conférence de presse/Adiac

de Marseille, chargé de la Communication et de la Mobilisation de l'association, a précisé que les actions de l'ABRD seront complémentaires à celles du gouvernement dans le département.

« La mission première de l'ABRD consistera à trouver des solutions, avec l'appui de l'Etat, aux problèmes inhérents aux voies de communication. Il s'agira d'interpeller le gouvernement pour qu'il achève le bitumage des 25 km de route sur le tronçon entre Boundji-Ewo, dont les travaux ont été abandonnés de

puis 2011. Ce qui fait qu'Ewo est resté l'un des chefs-lieux de département quasi inaccessible et non connecté au réseau électrique national », s'est indigné Asie Dominique de Marseille.

Pour inciter le développement de la contrée, l'ABRD compte créer des coopératives agricoles dans tous les six districts qui composent le département de la Cuvette-Ouest. D'autres initiatives de développement seront aussi prises dans d'autres secteurs d'activités en vue de permettre à la population de tirer profit.

Enregistrée officiellement au ministère de l'Administration du territoire sur récépissé du 4 octobre 2021, l'ABRD œuvre dans l'informel depuis quelques années. Elle a déjà mené plusieurs actions dans le département. La plupart d'entre elles sont effectuées à Kellé où l'association a réhabilité des écoles, créé des réseaux WhatsApp au profit de la population, dans plusieurs villages non couverts par les réseaux téléphoniques.

La sortie officielle de l'ABRD se fera avec faste à Ewo, dans les prochaines semaines.

Firmin Oyé

INSTITUT DE RECHERCHE AGRONOMIQUE

Réception du matériel agricole

L'Institut de recherche agronomique (l'IRA) de Loudima, dans le département de la Bouenza, a reçu du Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (Pdac) un don de matériel agricole visant à faciliter le travail de recherche de cet établissement public.

Le don offert à l'établissement est constitué d'un tracteur et ses accessoires, d'un pulvérisateur, des machines pour planter des boutures de manioc sur de grandes superficies. Le Pdac a aussi financé la réhabilitation du système d'irrigation avec un château d'eau, une bâche à eau plus un forage. Le système d'électrification de ce centre ainsi que des lampadaires ont été de même réhabilités. « L'IRA est un partenaire et un bénéficiaire du Pdac dans le cadre de la recherche. Le ministère de l'Agriculture est le premier consommateur des recherches agricoles qui sont la base du développement du secteur de l'agriculture », a indiqué le coordonnateur du Pdac, Isidore Ondoki, lors d'une visite au site de l'IRA.

Représentant le directeur général de la zone de recherche de Loudima, Bidé Zabandila a remercié le projet pour son appui. « Auparavant, on rencontrait des difficultés dans la préparation des terres. Grâce au Pdac, nous disposons désormais des outils permettant de faire un travail de qualité, par exemple planter des boutures de manioc sur de grandes superficies », a-t-il fait savoir. Les arriérés de salaire et le faible budget de fonctionnement sont actuellement des problèmes auxquels est confronté cet institut, a confié le responsable.

L'IRA a pour, entre autres, missions d'encadrer les producteurs agricoles, les former sur certaines pratiques culturales qui ne dégradent pas l'environnement, leur donner du bon matériel végétal pour un bon rendement. Outre cet institut, le Pdac a aussi réhabilité le centre piscicole de Madingou.

Lopelle Mboussa Gassia

FÊTE DE NOUVEL AN

Charlotte Opimbat distribue des vivres à ses mandants

Après avoir distribué des jouets à plus de mille enfants de sa circonscription électorale, le 25 décembre dernier, la députée de la deuxième circonscription électorale de Poto-Poto, Charlotte Opimbat, a offert, le 1^{er} janvier, des vivres à des centaines de foyers de sa zone électorale. Un geste de charité fait à ses électeurs pour leur permettre de passer la fête de Nouvel An dans la joie.

Toujours proche de ses électeurs, l'élue du peuple a tenu encore, au début de cette année, à resserrer les liens de confiance avec sa base à travers le geste de charité et de bienfaisance. Pour ce faire, Charlotte Opimbat a mobilisé des tonnes de vivres et de non vivres au profit de ses électeurs des quartiers 33, zone avenue des beaux-parents, et 36 OCH, question de leur permettre de passer la fête de fin d'année dans la gaieté.

Aux sages, chefs de bloc, de quartier et autres responsables de ces quartiers, la députée a remis à chacun d'eux du vin, assorti d'un petit billet de banque à leur plus grand bonheur. « Notre députée est une femme de cœur et d'une charité exceptionnelle. Elle fait toujours des efforts pour être plus proche de nous. Ce matin, elle a réservé à chacun de nous



La députée Charlotte Opimbat distribuant des kits de vin à ses électeurs/Adiac

un sachet contenant du vin et autres accompagnements afin de nous permettre de bien passer la fête. Nous la remercions infiniment pour le geste », s'est réjoui Albert, après avoir reçu son kit.

Les femmes, par contre, ont reçu chacune tout ce qu'il fallait pour la cuisine. Il s'agit, entre autres, des poulets congelés, des cuisses de poulet, du poisson de mer, de la viande, du poisson salé, de l'huile végétale, du riz et bien d'autres assaisonnements de cuisine. Un geste de charité bien apprécié aussi par les bénéficiaires. « Je n'avais pas grand-chose pour bien passer la fête avec les enfants. Mais ce matin, maman Charlotte a pensé à nous, cela a changé mon humeur, je suis donc émue », a témoigné maman Agathe ayant bénéficié d'un kit alimentaire.

Firmin Oye

La Sclog offre des vivres et non vivres aux personnes vulnérables

La Société commune de logistique (Sclog) a fait un don de vivres et non vivres aux orphelinats et aux maisons d'accueil des personnes âgées dans le cadre de ses actions humanistes et sociétales.

Des sacs de riz et de sucre, des spaghettis, des bidons d'huile, des boîtes de sardines, des produits laitiers, des cartons de poisson salé, des poulets, de la viande, des produits d'entretien, des médicaments, des fournitures scolaires et autres ont été offerts aux communautés des personnes opprimées et des marginalisés, vivant notamment à l'orphelinat Fatima, la maison des personnes âgées Petite sœur des pauvres ainsi qu'aux centres d'accueil Béthanie et Paul-Kamba.

Pour les orphelinats, le geste généreux de la Sclog est une manière de revivre la chaleur familiale et contribue à une alimentation de qualité et à un avenir pour des enfants qui sont dans le besoin.

« Sur les cinquante et un enfants que nous avons ici, quarante-trois vont à l'école et je ne peux pas assurer leur déplacement quotidiennement. Nous avons déjà un pilote en France et un menuisier en devenir. Ces enfants pourront se souvenir de ce qu'ils sont devenus et de vos aides altruistes. Ce don désintéressé apporte une aide efficace à ces orphelins. Ils retrouvent une famille et sont protégés, nourris et soignés. Que Dieu puisse bénir le directeur et la société Sclog », a déclaré la sœur Marie-Thérèse Onga-ÉLO, maman de la maison Notre-Dame-de-Nazareth, plus connue sous le nom de l'orphelinat Fatima.

Le responsable du Centre d'ac-



Don de vivres à la maison des personnes âgées Petite sœur des pauvres/Adiac

cueil Paul-Kamba, avec plus de cent vingt pensionnaires, a expliqué au terme de la réception du don les modalités de nutrition, d'admission, d'insertion et de réinsertion des personnes âgées au sein de cette structure.

« Nous rencontrons ces personnes âgées parfois en train de divaguer dans la rue. Nous menons des enquêtes sur elles, leurs familles et nous les accueillons par la suite. Ces repas ou vivres frais sont destinés

aux pensionnaires internes et externes. Nous ne savons pas comment vous remercier car vous êtes déjà devenus comme nos partenaires », a indiqué Jean Marie Baboungou Poaty.

Selon les nutritionnistes, une personne âgée devrait manger au moins cinq fruits et légumes par jour ; une à deux portions de protéines animales (viande, poisson, œuf), ainsi que trois à quatre produits laitiers, du pain et des féculents peuvent être consommés à chaque re-

pas, selon l'appétit.

Le responsable du Centre d'accueil Paul-Kamba a même expliqué à la directrice des ressources humaines de la Sclog, Olga Akilangongo, les faits vécus par la pensionnaire Marie Jeanne, expulsée de la maison par son fils parce qu'accusée faussement de sorcière. Touchée par ce fait, la directrice des ressources humaines de la Sclog a suggéré au responsable de ce Centre d'accueil de travailler en collaboration avec des psychologues. « Il y

a plus de bonheur à donner qu'à recevoir. Quand on a la possibilité de donner, nous le faisons. Mais il est souhaitable que vous travailliez avec des psychologues pour remonter ces personnes et leur redonner du réconfort », a souligné Olga Akilangongo. Pour sa part, la responsable de la maison des personnes âgées Petite sœur des pauvres, la sœur Virginia Mbaogu, émue après la réception de ces vivres et non vivres, a béni le ciel et le donateur. « On arrive à maintenir la vie des personnes du troisième âge grâce aux dons généreux de votre société. C'est Dieu qui vous bénira car la société Sclog nous fait beaucoup de don », a-t-elle fait savoir.

Emue pour sa part de la donation de la Sclog, la directrice du Centre d'accueil Béthanie, Octavie Bobenda, s'est mise à expliquer : « Ces aides nous encouragent à travailler davantage. Cependant, ces enfants affichent parfois des comportements dangereux : isolement, déchirement des habits, jet des chaussures... ».

Signalons que la Sclog est née de la privatisation d'Hydro-Congo et a débuté officiellement ses activités en août 2002. Outre la sécurité des personnes et des biens ainsi que le respect de l'environnement, cette société est aussi active dans l'humanitaire.

Fortuné Ibara

FÊTE DE NOUVEL AN

Des kits alimentaires pour les habitants du premier arrondissement de Dolisie

Le Parti panafricain pour la démocratie (PPAD), par le biais du conseiller municipal de Dolisie, Lézin Mvouezolo, a offert le 30 décembre dernier des vivres à plus de six cents personnes vivant dans le premier arrondissement de cette ville.

Composés, entre autres, de poulets, huile et de riz, les kits alimentaires ont été remis aux bénéficiaires dans les deux sites ouverts pour la circonstance, à savoir les écoles primaires Fatima et Tahiti. Un acte de générosité qui a tant soit peu réconforté les ayants droit. « *Ce que le conseiller est en train de faire est à féliciter. C'est un homme gentil pour ce qu'il fait à Dolisie, notamment dans le premier arrondissement* », a fait savoir Jean-Marie, un des bénéficiaires.

Visiblement satisfait pour avoir atteint ses cibles, le chargé des questions politiques du PPAD, Lézin Mvouezolo, revient sur cette énième action philanthropique. « *Nous venons de soulager le cœur de la population. Nous avons rassemblé ce petit peu*



Lézin Mvouezolo remettant le don DR

pour permettre aux habitants du premier arrondissement de Dolisie de passer la fête du 1er janvier dans la joie et dans des conditions les plus agréables. Nous avons un pays pacifié et nous devons-nous battre, en tant qu'élus, pour apporter à la population le peu que nous trouvons afin de pérenniser le vivre-ensemble », a-t-il justifié.

Pour accomplir ce geste, Lézin Mvouezolo s'est fait accompagner par le conseiller spécial du patriarche Maurice N'Guesso. « *Nous sommes-là pour accompagner le président de la République dans sa vision politique consistant à maintenir la paix dans le Niari. S'il n'y avait pas la paix, nous ne serions pas venus. Nous avons quitté Pointe-Noire par la route*

parce qu'il y a la paix, la tranquillité. Le tout s'est bien passé et je suis ému de voir ce peuple autour de M. Lézin », a indiqué Éric N'Guesso.

Le conseiller local élu sous le label du PPAD n'est pas à son premier geste en faveur de la population de Dolisie 1. En effet, lors de la rentrée scolaire 2021-2022, Lézin Mvouezolo avait remis des kits scolaires à près de cinq cents élèves. Dans le cadre de la lutte contre la covid-19, il avait distribué mille bavettes à la population et fait un don de vivres frais aux personnes vulnérables de Dolisie I.

Dirigé par Nazaire Nzaou, le PPAD est membre du Groupement des partis politiques du centre coordonné par Luc Daniel Adamo Mateta.

Parfait Wilfried Douniama

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

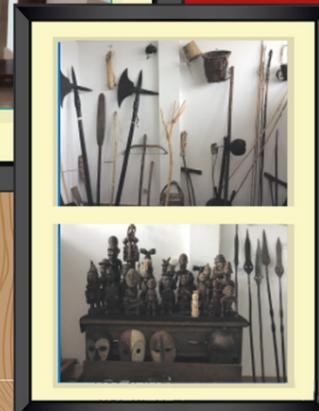
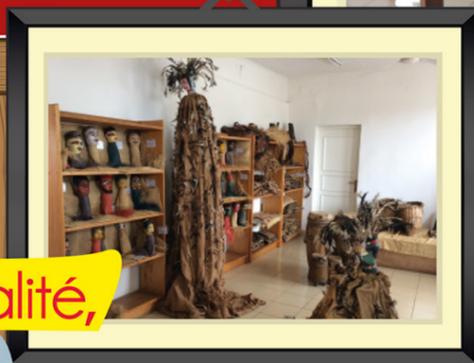
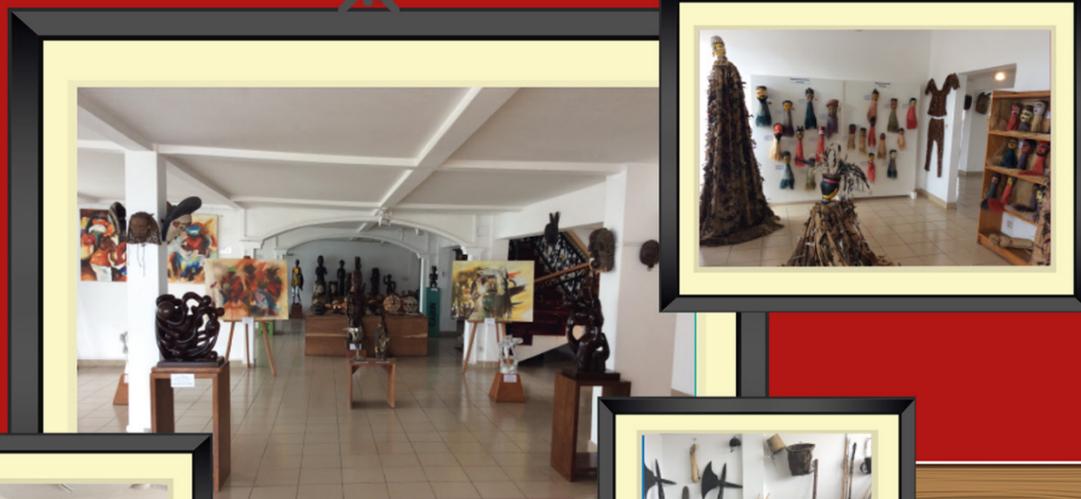
Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Après les fêtes, l'évaluation de la pandémie

Après l'assouplissement de quelques mesures à l'orée des fêtes qui viennent de s'achever, la Coordination nationale de gestion de la pandémie de covid-19 procédera à une évaluation de la situation épidémiologique y relative au cours de ce mois.

« Si l'assouplissement des mesures de lutte contre la covid-19 ne se traduit pas par un rebond de la pandémie, les pouvoirs publics se réserveront alors la possibilité de prendre de nouveau des mesures de restriction », prévenait la Coordination nationale de gestion de la pandémie lors de sa réunion du 10 décembre 2021. Réunion à l'issue de laquelle les mesures exceptionnelles d'assouplissement avaient été prises pour les fêtes de fin d'année.

Malgré la tendance à la baisse du niveau de contamination, des taux de positivité et de létalité constatés grâce à l'opération « Coup de poing », le nombre de cas positifs était passé, depuis la fin de ladite opération, de 400 à 972 cas, pour atteindre 1247 cas positifs au 27 décembre 2021, soit un triplement, selon la Coordination. Visiblement, cette tendance négative est en grande partie due au

relâchement durant la période qui a immédiatement précédé les fêtes de Noël, puis dans les jours qui ont suivi.

Avant la fête de la Nativité, la Coordination nationale de gestion de la pandémie avait jugé qu'il était prématuré d'évaluer la mise en œuvre de ces mesures, même si les premières impressions étaient négatives. D'où l'idée de faire une évaluation le mois en cours qui sera précédée de la compilation des rapports d'évaluation des mesures d'assouplissement édictées tenant compte à la fois de l'évolution actuelle de la pandémie et de la circulation accélérée du variant Omicron.

Il faut attendre pour voir s'il s'agira des restrictions à l'issue de l'évaluation prévue ou encore d'une confirmation de la marche du pays vers l'immunité collective comme certaines sources non officielles semblent le sous-entendre.

Rominique Makaya



Visite du dispositif de dépistage de la covid-19 au Laboratoire national/Adiac

Le monde tente de s'organiser face à la déferlante Omicron

Face à la déferlante du variant Omicron qui fait exploser le nombre de cas de covid-19, les pays du monde entier misent toujours plus sur la vaccination et, pour éviter la paralysie économique, beaucoup allègent les règles d'isolement des malades et de leurs proches.

L'extrême contagiosité d'Omicron et son cortège d'arrêts de travail et de quarantaines pèse lourd même si l'accélération des contaminations ne s'accompagne pas, pour l'heure, d'une hausse des décès.

L'Europe - principal foyer actuellement de la pandémie - enregistre des niveaux de contaminations inédits, avec la semaine dernière une hausse de 59% des nouvelles infections sur sept jours à plus de 4,9 millions. Plus de cent millions de cas y ont été recensés depuis décembre 2019. En conséquence de quoi, le Koweït a appelé dimanche soir ses citoyens à reporter leurs voyages vers cinq pays européens - France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Italie - et à les quitter s'ils s'y trouvent déjà.

Outre-Atlantique, la vague est également forte. L'augmentation des cas aux Etats-Unis est sans précédent avec une moyenne de presque 400 000 nouvelles

contaminations par jour. Le Pentagone a annoncé dimanche que le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, a contracté la covid-19, avec des symptômes légers, et resterait en quarantaine chez lui les cinq jours suivants.

Israël, pionnier de la vaccination anti-covid à la faveur d'un accord avec Pfizer, a commencé lundi à administrer une quatrième dose de vaccin aux personnes de plus de 60 ans. Le personnel médical en bénéficiera également.

L'Inde a de son côté démarré la vaccination des jeunes de 15 à 18 ans et les autorités renforcent les mesures sanitaires dans les grandes villes, avec notamment un couvre-feu à partir de 22 heures à New Delhi et Bangalore.

En Chine, qui suit une stratégie de « zéro covid », deux hauts responsables ont été limogés dans la ville de Xi'an (Nord) pour, selon les autorités, renforcer le travail de prévention et de contrôle de

l'épidémie dans la région.

En France, les députés examinaient lundi un projet de loi transformant l'actuel pass sanitaire en pass vaccinal. La loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire, dont l'adoption ne fait aucun doute doit entrer en vigueur le 15 janvier. Avec des pics récents de 200 000 nouveaux cas quotidiens, malgré un taux de vaccination de 90% de la population des plus de 12 ans, Paris veut accentuer la pression sur les non-vaccinés. Faute de pouvoir justifier d'un statut vaccinal, ceux-ci n'auront plus accès aux activités de loisirs, aux restaurants et bars ou aux transports publics interrégionaux.

Pour préserver la vie socio-économique, les durées de quarantaine sont assouplies à partir de lundi en France, à l'instar d'autres pays. L'isolement des malades est ramené à cinq jours après un test négatif et de nouvelles dispositions

entrent en vigueur - tests renforcés pour les écoliers, port du masque obligatoire dès 6 ans, nombre minimal de trois jours de télétravail par semaine notamment.

La Suisse, l'Espagne, l'Argentine ou le Portugal ont également décidé la semaine dernière des réductions des quarantaines pour minimiser leur impact sur l'activité économique.

Pour limiter les absences et éviter de blocages et de pénuries, l'administration de Joe Biden avait décidé dès la semaine dernière de réduire la durée de quarantaine recommandée de dix à cinq jours pour les personnes positives à la covid, à condition qu'elles soient asymptomatiques.

Vols annulés

L'Afrique du Sud, estimant avoir dépassé le pic de la vague Omicron, a pour sa part aboli, le 31 décembre, le couvre-feu nocturne en vigueur depuis vingt et un mois. Mais d'autres pays

ont pris ou gardent des restrictions sanitaires strictes comme les Pays-Bas qui ont réimposé un confinement une semaine avant Noël. Des milliers de personnes ont manifesté dimanche à Amsterdam contre cette disposition et la police a fait état de trente arrestations, notamment pour trouble à l'ordre public.

Illustration de l'impact d'Omicron, le trafic aérien mondial connaît encore de nombreuses perturbations avec des vols annulés faute de personnels navigants, malades de la covid-19 ou cas contact en quarantaine. Dimanche, journée de retour des vacances, plus de 2 500 vols aux Etats-Unis ont été annulés, à cause de la tempête hivernale Frida venue s'ajouter aux perturbations liées à Omicron. La situation devait rester compliquée ce lundi, pour la première journée ouvrée de 2022, avec plus de 2 000 vols d'ores et déjà annulés.

D'après AFP



OIL CONGO
L'ENERGIE D'AVANCER ENSEMBLE

A l'occasion des fêtes de fin d'année,
X-OIL CONGO vous souhaite un
Joyeux moteur



**Lubrifiants à prix réduits
et plein de cadeaux !!!**

**Bonne
année
2022**

www.x-oil.cg

SOUDAN

Le Premier ministre démissionne

Le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, a annoncé le 2 janvier sa démission. Il avait été réintégré dans ses fonctions il y a six semaines seulement, à la faveur d'un accord politique passé avec les militaires au pouvoir.

« J'ai décidé de renoncer à mes responsabilités et d'annoncer ma démission en tant que Premier ministre, pour donner une chance à un autre homme ou une autre femme de ce noble pays de continuer à diriger notre chère nation et de l'aider à passer par ce qui reste de la période de transition vers un pays démocratique civil », a déclaré Abdallah Hamdok.

Le Premier ministre a quitté ses fonctions et appelé à une table ronde pour que le Soudan trouve la voie de la démocratie. Pendant ce temps, les manifestations continuent d'être réprimées dans le sang à Khartoum.

« Même après le coup d'État du 25 octobre, nous avons signé un accord-cadre avec les militaires pour tenter de revenir sur la voie d'une

transition démocratique, pour mettre fin à l'effusion de sang, pour la libération des prisonniers, et pour sauvegarder les acquis tout au long des deux dernières années, et adhérer à la déclaration constitutionnelle qui régissait la transition », a-t-il précisé.

Abdallah Hamdok estime qu'une table ronde était nécessaire pour trouver un nouvel accord afin de permettre au Soudan de se constituer en pays démocratique.

L'accord signé, a-t-il indiqué, « n'était qu'une tentative supplémentaire pour amener toutes les parties à la table des négociations et pour convenir d'un document permettant de mener à bien le reste de la période de transition ».



Le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok

« Permettez-moi de remercier tous ceux qui, dans le monde entier, soutiennent la liberté, la paix et la justice et qui ont cru en cette révolution et notre grand peuple - Vous avez été

merveilleux en soutenant les aspirations du peuple soudanais et son droit à la liberté. Notre peuple reconnaissant ne l'oubliera pas, et j'espère que vous continuerez à le soutenir », a

conclu Abdallah Hamdok. Économiste et ancien fonctionnaire des Nations unies, Abdallah Hamdok était devenu Premier ministre suite au renversement d'Omar el-Béchir, il y a trois ans. Evincé et placé en résidence surveillée par les militaires lors du coup d'État du 25 octobre dernier, il avait été réintégré par la junte dans ses fonctions au mois de novembre, ce qui l'a fait passer pour un traître aux yeux des manifestants qui veulent un retour des civils au pouvoir.

Les Nations unies, l'Union européenne et les États-Unis ont déjà fait part de leur indignation face à la violence de la répression. Ils réclament un dialogue avant de rétablir l'aide internationale, suspendue depuis le coup d'État.

Yvette Reine Nzaba

BGFIBank CONGO et l'ensemble de ses collaborateurs vous souhaitent



SÉCURITÉ

Washington, Moscou, Pékin, Londres et Paris s'engagent à prévenir la dissémination de l'arme nucléaire

Les cinq pays membres du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni et France) se sont engagés, lundi, à prévenir la poursuite de la dissémination des armes nucléaires, dans une déclaration commune avant une conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération (TNP).

En pleine négociation avec l'Iran, soupçonné de vouloir se doter de la bombe atomique, les cinq puissances nucléaires soulignent leur «volonté de travailler avec tous les États pour mettre en place un environnement de sécurité permettant d'accomplir davantage de progrès en matière de désarmement, avec pour objectif ultime un monde exempt d'armes nucléaires», précise la présidence française, qui coordonne les travaux de ces pays depuis deux ans.

Cette déclaration est publiée avant la tenue, prévue cette année sous l'égide de l'ONU, de la 10e Conférence d'examen des parties au TNP, le traité international entré en vigueur en 1970 afin d'empêcher la propagation des armes nucléaires. Il compte 191 États parties.

«Nous affirmons qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée», affirment les cinq pays signataires. «Compte tenu des conséquences de grande ampleur qu'aurait l'emploi des armes nucléaires, nous affirmons également que celles-ci, tant qu'elles existent, doivent servir à des fins défensives, de dissuasion et de prévention de la guerre», ajoutent-ils. «Chacun d'entre nous entend maintenir et renforcer encore ses mesures nationales destinées à empêcher l'utilisation non autorisée ou non intentionnelle d'armes nucléaires», poursuit le texte.

Les signataires sont les cinq États juridiquement reconnus comme dotés de l'arme nucléaire par le TNP. Trois autres pays considérés comme détenteurs de la bombe atomique - Inde, Pakistan et Israël - sont non-signataires du TNP. La Corée du Nord a dénoncé ce Traité.

Les Occidentaux soupçonnent l'Iran de chercher à développer, en utilisant la technologie de ses lanceurs de satellites, des lanceurs balistiques à longue portée capables d'emporter des charges conventionnelles ou nucléaires.

Des négociations ont repris en décembre à Vienne pour relancer l'accord de 2015 sur son programme nucléaire (dont l'acronyme en anglais est JCPOA), devenu moribond après le retrait des États-Unis en 2018.

AFP

GABON

Les violences sexuelles dans le sport défraient la chronique

Trois entraîneurs de football ont été inculpés de « viol sur mineur, agressions sexuelles et mise en danger de la vie d'autrui », a annoncé le 30 décembre le procureur de la République de Libreville, une quinzaine de jours après des révélations dans la presse de cas de pédophilie dans le sport gabonais.

L'ancien sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 17 ans, Patrick Assoumou Eyi, accusé d'agressions sexuelles présumées sur des centaines d'enfants, ainsi que deux entraîneurs de clubs, Orphée Mickala et Triphel Mabicka, « ont été déférés au parquet de la République ». « L'enquête se poursuit et d'autres interpellations sont en cours », a ajouté le procureur de Libreville, André Patrick Roquat, lors d'un point de presse, citant l'arrestation il y a deux jours d'un entraîneur de taekwondo, Martin Avera, et confirmant que les investigations concernaient « tous les sports ».

« Le parquet a ouvert une information avant qu'ils ne soient inculpés par le juge d'instruction et placés en détention préventive, autrement dit sous mandat de dépôt », a précisé le procureur.

L'affaire a été révélée par le quotidien britannique The Guardian, le 16 décembre dernier. Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, avait évoqué une affaire « très grave et inacceptable » et avait donné pour instruction « de saisir le ministre de la Justice pour l'ouverture d'une enquête judiciaire dans la communauté du football national pour des abus sexuels ayant été commis contre des enfants, garçons et filles », mais aussi « d'élargir l'enquête à toutes les fédérations sportives nationales » pour « éradiquer les potentiels prédateurs sexuels ».

« Le parquet a ouvert une information avant qu'ils ne soient inculpés par le juge d'instruction et placés en détention préventive, autrement dit sous mandat de dépôt », a précisé le procureur.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE

L'Éthiopie, la Guinée et le Mali exclus de l'Agoa

Le gouvernement américain a résolu, le 1er janvier, de retirer trois pays africains, notamment l'Éthiopie, le Mali et la Guinée, de l'accord commercial Agoa, au motif que ces pays violent de manière flagrante les droits humains internationalement reconnus.

L'Agoa est un programme américain visant à faciliter les échanges commerciaux avec l'Afrique. Il est un accord commercial mis en place en 2000 par le gouvernement américain, pour faciliter et réguler les échanges commerciaux avec les pays d'Afrique. Ainsi, dans le cadre de cet accord, des milliers de produits africains peuvent bénéficier de réduction de taxes à l'importation.

Justifiant le bien-fondé de sa décision, le gouvernement américain se dit préoccupé par les changements anticonstitutionnels de gouvernements dans ces pays en proie aux conflits. « Le Mali, la Guinée et l'Éthiopie ne font plus partie de l'African growth and opportunity act (Agoa). Nous accusons et condamnons ces trois pays de viol des principes de l'accord commercial. Pour ce faire, ils ne bénéficieront plus désormais du programme américain de commerce hors taxes en Afrique », précisent les termes de la décision, en ajoutant qu'elle fait suite à la menace du président Joe Biden, en novembre 2021, d'exclure ces pays de l'Agoa, en raison des violations des droits humains et des récents coups d'État.

Rock Ngassakys

AFRIQUE DU SUD

L'Assemblée nationale «largement détruite» par un incendie

L'intérieur de l'Assemblée nationale sud-africaine, la chambre basse du Parlement, a été «largement détruit» par un incendie qui s'est déclaré tôt dimanche, a déclaré lundi matin un responsable local.

A 6h50 (4h50 GMT) lundi, les pompiers travaillaient au troisième étage du bâtiment de l'Assemblée nationale, qui est encore fumant, a déclaré Jean-Pierre Smith, membre du comité municipal du Cap pour la sûreté et la sécurité. L'incendie a touché à la fois l'aile de l'ancienne Assemblée et celle de l'Assemblée nationale du Parlement, qui abrite également la chambre haute, le Conseil national des provinces.

L'incendie a été maîtrisé dans le reste du bâtiment et le nombre de pompiers a été réduit de vingt à dix, a-t-il indiqué, disant espérer que le feu serait éteint dans les deux ou trois prochaines heures. Personne n'est blessé, a-t-il ajouté.

Une personne a été arrêtée en relation avec l'incendie, dont la cause reste inconnue.

Selon les premières informations, le feu a pris dans le hall du bâtiment de l'ancienne Assemblée, puis s'est propagé à l'Assemblée nationale, a confirmé le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, aux médias à l'extérieur du Parlement.

Il a promis une enquête approfondie sur l'incendie lors de sa visite sur les lieux. « Nous devons aller beaucoup plus loin, beaucoup plus profondément pour savoir comment ce type d'événement peut se produire et quelles mesures à prendre à l'avenir », a-t-il souligné.

Xinhua

EGYPTE

Les revenus du canal de Suez atteignent le chiffre record de 6,3 milliards de dollars en 2021

En Egypte, les revenus du canal de Suez ont atteint 6,3 milliards de dollars américains en 2021, soit le chiffre le plus élevé de l'histoire du canal, a annoncé dimanche le président de l'Autorité du canal de Suez (SCA), Ossama Rabie.

La voie navigable a également enregistré son plus important transit annuel en termes de tonnage net, avec un total de 1,27 milliard de tonnes en 2021, contre 1,17 milliard de tonnes en 2020, ce qui représente une augmentation de 8,5 %, a ajouté Ossama Rabie dans un communiqué.

Les 6,3 milliards de dollars de revenus générés par le canal en 2021 représentent quant à eux une augmentation de 12,8 % par rapport à 2020, année durant la-

quelle les revenus avaient été de 5,6 milliards de dollars, a-t-il indiqué.

Au total, 20 694 navires ont transité par le canal dans les deux sens, contre 18 830 en 2020, soit une augmentation de 10 %.

Le responsable égyptien a souligné que ces records reflétaient la flexibilité de la SCA dans la gestion de la crise causée par la pandémie de covid-19.

En novembre 2021, la SCA a annoncé qu'elle augmenterait de 6

% ses droits de passage pour les navires à partir de février 2022.

Le canal de Suez est une véritable bouée de sauvetage pour le commerce maritime mondial, car il permet aux navires de voyager entre l'Europe et l'Asie du sud sans avoir à contourner l'Afrique, réduisant ainsi la distance entre l'Europe et l'Inde d'environ 7 000 km.

Environ 12 % du volume du commerce mondial transite par ce canal artificiel, qui est une source majeure de devises pour l'Égypte.

MAROC

Le TGV passe en mode green pour une mobilité écoresponsable

L'Office national des chemins de fer (ONCF) au Maroc franchit un pas supplémentaire dans sa transition énergétique, en faisant rouler dès le 1er janvier la totalité de ses trains TGV à l'énergie propre.

Dans un communiqué, l'ONCF explique qu'il opère sa transformation verte de manière progressive, en faisant passer 25% de sa consommation énergétique globale à l'énergie verte, pour en atteindre 50% en 2023 avant de la porter à la totalité,

à moyen terme. Cette transformation écologique s'inscrit, selon l'ONCF, en droite ligne avec la stratégie énergétique nationale, qui place les énergies renouvelables au centre du mix énergétique du pays.

Selon le communiqué, grâce à l'énergie propre fournie par un opérateur national, l'ONCF verdit le cycle d'alimentation électrique du réseau ferré national, en substituant sa consommation électrique par une énergie propre, ce qui lui permettra à court terme d'améliorer globalement son empreinte carbone, avec l'équivalent

de 120 000 tonnes de gaz carbonique évitées chaque année, ou encore à quatre millions d'arbres plantés.

En effet, voyager par train constitue l'un des meilleurs moyens de limiter son bilan carbone, estime l'ONCF. Et pour encourager ses clients à adopter une attitude plus respectueuse envers la nature, en réduisant leur empreinte carbone, l'ONCF procédera prochainement au lancement d'actions marketing visant à faire de TGV, le meilleur allié pour voyager écoresponsable, selon le communiqué.

MALI

Sommet extraordinaire de la Cédéao le 9 janvier

Sur fond de prorogation de la transition pour une durée de cinq ans au maximum, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) annonce la tenue d'un sommet extraordinaire sur le Mali le 9 janvier à Accra, au Ghana.

L'annonce a été faite par le président de la Commission de la Cédéao, Jean-Claude Kassi Brou. « Un sommet extraordinaire sur le Mali se tiendra le dimanche 9 janvier 2022 à Accra, République du Ghana », a-t-il informé. Le ministre chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, a invité le médiateur à se rendre à Bamako le 5 janvier. La Commission de la Cédéao « prenait note » de la communication des autorités de la transition malienne d'un projet de chronogramme sur les élections futures, indique un communiqué transmis au président du Ghana, Nana Akufo-Addo, également président en exercice de la Cédéao. « La Commission de la Cédéao prend acte de la communication le 31 décembre 2021 d'un projet de chronogramme sur les élections, transmis vendredi par une délégation malienne conduite par le ministre des Affaires étrangères à son excellence Dankwa Akufo-Addo, pré-

sident de la République du Ghana et président en exercice de la Cédéao », a déclaré le président de la Commission de l'organisation ouest africaine, Jean-Claude Kassi Brou. Abdoulaye Diop a expliqué qu'il avait présenté à Nana Akufo-Addo, président en exercice de la Cédéao, une prolongation de cinq ans de la transition, au plus, à compter du 1er

janvier 2022, afin de réussir les meilleures conditions d'élections libres, transparentes, crédibles et acceptables partout. « Cette démarche s'inscrit dans le cadre du respect que le président Assimi Goï-

ta a pour l'organisation et pour l'ensemble des autres Etats membres, mais aussi pour pouvoir démontrer sa bonne foi et son ouverture au dialogue à la concertation pour pouvoir trouver des solutions », a indiqué le chef de la diplomatie malienne. Et d'ajouter : le colonel Assimi Goïta « a voulu que la voix des Maliens soit

d'un dialogue avec la Cédéao ». Des Assises nationales de refondation permettant de dégager plus de 500 recommandations touchant divers domaines, dont la durée de la transition, fixée sans trancher de six mois à cinq ans. L'objectif est de permettre la réalisation de réformes institutionnelles structurantes avant la tenue des élections. Cette proposition de l'armée régulière ont été suggérées, ainsi qu'une séparation réelle des pouvoirs et la dépolitisation de la justice, la réduction du nombre des partis politiques, l'élaboration d'une nouvelle Constitution avec un nombre réduit d'institutions, ou la mise en place d'un Sénat et d'une Cour des comptes, d'un organe unique indépendant de gestion des élections ou encore l'élaboration d'un mécanisme constitutionnel de destitution du président de la République en cas de forfaiture. Le président malien, le colonel Assimi Goïta, a noté « un désir de changement des Maliens [qui] sous aucun prétexte ne saurait détourné ». Il s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations présentées. Il a invité les partis politiques et les groupes armés qui ont choisi de boycotter les assises « à comprendre que la sauvegarde » du pays « est un devoir qui s'impose à tous », et demandé davantage le soutien de la Cédéao.

Noël Ndong

« La Commission de la Cédéao prend acte de la communication le 31 décembre 2021 d'un projet de chronogramme sur les élections, transmis vendredi par une délégation malienne conduite par le ministre des Affaires étrangères à son excellence Dankwa Akufo-Addo, président de la République du Ghana et président en exercice de la Cédéao »

entendue et nous avons fi- dèlement apporté des résultats par rapport aux assises nationales de la refondation et par rapport à la durée de la transition pour faire en sorte que ceci soit la base

longation annonce un bras de fer avec certains partenaires internationaux, notamment la France, l'Union européenne et les Etats-Unis, ainsi que la Cédéao. La dissolution et l'insertion de toutes les milices au

assises nationales de la refondation, le 27, 28, 29 et 30 décembre 2021, sous la haute présidence du président de la transition le colonel Assimi Goïta. Le rendez-vous pour un Mali nouveau.

La junte au pouvoir recommande cinq ans de transition

Les 26 et 30 décembre derniers, ont eu lieu à Bamako, au Mali, les assises nationales de la refondation. A l'issue de cette rencontre stratégique, présentée comme la phase finale des consultations préalables à des élections et à un retour des civils au pouvoir, les participants ont résolu de prolonger l'actuelle transition de six mois à cinq ans.

Les militaires au pouvoir au Mali et auteurs de coups d'Etat successifs qui ont eu lieu en août 2020 et mai 2021 s'étaient engagés au préalable, notamment sous la pression des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) et d'une partie de la communauté internationale, à remettre le pouvoir aux civils après les élections présidentielle et législatives, initialement programmées en février 2022. Mais, après quelques mois, la junte, dirigée par le colonel Assimi Goïta, aurait fait savoir à la Cédéao être dans l'incapacité de respecter le calendrier électoral convenu et avait chargé les assises nationales d'élaborer un nouveau calendrier. Alors que la Cédéao avait déjà réitéré,



« Nous, participants au assises nationales, nous nous sommes prononcés pour la prorogation de la transition afin de pouvoir réaliser les réformes institutionnelles structurantes et permettre la tenue des élections crédibles, équitables et transparentes. Les délais avancés varient de six mois à cinq ans »,

la junte à respecter l'ancien calendrier.

« Nous, participants au assises nationales, nous nous sommes prononcés pour la prorogation de la transition afin de pouvoir réaliser les réformes institutionnelles structurantes et permettre la tenue des élections crédibles, équitables et transparentes. Les délais avancés varient de six mois à cinq ans »,

« Nous, participants au assises nationales, nous nous sommes prononcés pour la prorogation de la transition afin de pouvoir réaliser les réformes institutionnelles structurantes et permettre la tenue des élections crédibles, équitables et transparentes. Les délais avancés varient de six mois à cinq ans »,

nous sommes prononcés pour la prorogation de la transition afin de pouvoir réaliser les réformes institutionnelles structurantes et permettre la tenue des élections crédibles, équitables et transparentes. Les délais avancés varient de six mois à cinq ans », ont conclu les participants à l'issue de la rencontre. Ils ont précisé que cette réunion constituait un moment crucial de la transition ouverte depuis le putsch de 2020. souligne pour sa part la Cédéao.

Notons que les participants ont également recommandé le développement de nouveaux partenariats militaires avec des puissances militaires et de dissoudre toutes les milices et les intégrer dans l'armée malienne.

Rock Ngassakys

COOPÉRATION

La RDC officiellement admise au sein de la CAE d'ici avril

Au cours du 18e sommet extraordinaire des chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'est (CAE), tenu le 22 décembre dernier et présidé par le président kényan, Uhuru Kenyatta, il a été approuvé l'admission de la République démocratique du Congo (RDC) au sein de cette organisation. Le Conseil des ministres devra entamer des négociations avec Kinshasa, dans le cadre d'un processus en trois étapes, pour ouvrir la voie à son admission définitive dans la communauté.

Dix étapes existent pour qu'un membre soit admis dans la CAE. Jusqu'à présent, la RDC en a franchi sept et il lui reste trois étapes avant son admission dans cette communauté.

La première étape pour laquelle le Conseil est mandaté est de mener des négociations au niveau supérieur, permanent/secrétaire principal et ministériel, prévues pour janvier et février. Les négociations concernent divers secteurs, notamment les affaires politiques, juridiques et institutionnelles, les infrastructures, les secteurs productifs et sociaux, les affaires économiques et le commerce. La deuxième étape est l'examen du rapport des négociations par le Conseil extraordinaire de la CAE au début de cette année. La troisième et dernière étape est l'examen des recommandations du Conseil et la décision d'admission de la RDC lors du sommet prévu au début de cette année. « Un élément clé de nos délibérations a été de faire progresser les aspirations de nos frères et sœurs de la RDC à nous rejoindre au sein de l'EAC. Je considère cela comme un témoignage non seulement du succès de l'EAC



Le secrétaire général de la CAE, Peter Muthaki, lors de sa rencontre en juin dernier avec le président de la RDC, Félix Tshisekedi mais aussi des opportunités qui restent inexploitées », a déclaré le président kényan, Uhuru Kenyatta, lors du sommet virtuel, précisant que que l'admission imminente de la RDC est une affirmation des efforts de la région pour approfondir l'intégration et élargir la coopération. La réunion réunissait les présidents Kenyatta, Samia Suluhu Hassan (Tanzanie), Yoweri Museveni (Ouganda) et Paul Kagame (Rwanda).

Evariste Ndayishimiye du Burundi était représenté par le vice-président Prosper Bagombanza, tandis que Salva Kiir du Sud-Soudan était représenté par le ministre des Affaires de la CAE, Deng Alor Kuol. Un processus de vérification avait été effectué par une équipe de la CAE du 26 juin au 5 juillet 2021 afin d'établir le niveau de conformité de la RDC avec les critères d'admission dans cette communau-

té. En novembre 2021, la 44e réunion extraordinaire du Conseil des ministres de la CAE a approuvé le rapport de la mission de vérification et l'a transmis au sommet des chefs d'Etat pour examen.

Intégration économique

La région orientale de la RDC effectue des échanges commerciaux avec l'Afrique de l'est, en plus d'utiliser les ports de Dar es Salaam

(Tanzanie) et de Mombasa (Kenya) pour ses activités d'exportation et d'importation. La RDC partage également une frontière avec cinq États membres de la CAE, à savoir la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et le Soudan du Sud.

Actuellement, en termes d'échanges, la RDC représente environ 6% des exportations totales des pays de la CAE. Cette dernière permet le libre-échange entre les États membres de la SADC (Afrique australe) et le Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), deux organisations dont fait déjà partie la RDC.

Avec son siège à Arusha, en Tanzanie, la CAE est une organisation intergouvernementale régionale composée de six États membres : le Burundi, le Kenya, le Rwanda, le Soudan du Sud, la République unie de Tanzanie et la République d'Ouganda. La CAE abrite 177 millions de citoyens, dont plus de 22% sont des citoyens. Elle a une superficie de 2,5 millions de kilomètres carrés et un produit intérieur brut combiné de 193 milliards de dollars américains (statistiques de la CAE pour 2019).

Patrick Ndingidi



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



INTERVIEW

Didier M'Pambia : « La rumba est loin d'avoir dit son dernier mot »

Le promoteur du Festival international de la rumba et de l'élégance (Fire) est un grand mélomane mais surtout, dira-t-on, un fervent défenseur de la rumba qu'il affectionne beaucoup sans crainte de se tromper. Heureux d'avoir été du nombre de ceux qui ont bataillé pour obtenir gain de cause, à savoir l'inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'Unesco, il exprime son point de vue quant à ce dans cette interview exclusive avec Le Courrier de Kinshasa. En sus, il parle de ses perspectives pour pérenniser ce patrimoine mondial commun aux Congo.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Quel sentiment vous anime maintenant que la rumba est inscrite au patrimoine immatériel de l'humanité ?

Didier M'Pambia (D.M.) :

Le sentiment de satisfaction du fait d'avoir contribué à quelque chose de pérenne, qui va perdurer pour les générations futures. Cela n'a pas été facile d'en arriver là. Des investissements ont été réalisés, un travail ardu, des nuits blanches, etc. Maintenant nous avons un bien commun, la victoire a plusieurs pères et j'en suis heureux. Néanmoins, mon regard je le projette plus loin. C'est bien que nous ayons obtenu cette inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'humanité, mais ce qui préoccupe en ce moment, c'est ce qui devrait venir après. Il y a encore de nombreux défis à relever. Le premier serait d'avoir des structures d'encadrement de cette musique qui, on ne le dit pas souvent, est un élément de cohésion nationale. En parlant de structures, je pense aux infrastructures à l'instar des salles de spectacle parce que cette musique a besoin des lieux d'expression. Dans le cas de Kinshasa, il faut des maisons de la culture où l'on apprendrait aux jeunes cette musique, les jeunes talents pourraient y exercer leur art. Ce, en veillant aussi sur un volet très important : la formation. Au Brésil, par exemple, il y a des écoles de formation de la samba où l'on apprend ce que c'est. Comment on la danse, quels sont les instruments utilisés, notamment, et il y a même des lieux d'expression dont le Carnaval de Rio.

L.C.K. : Selon vous, quelles sont les actions nécessaires à mener à la suite de l'inscription de la rumba au patrimoine de l'humanité, ou comme vous l'avez dit : « Ce qui devrait venir après » ?

D.M. : Nous nourrissons à présent l'espoir que partant de cette inscription, l'Etat congolais, le gouvernement et les décideurs comprennent l'enjeu derrière cette musique, ce n'est pas seulement du folklore, comme l'avait dit Didier Mumengi. Il l'a écrit dans son livre, c'est aussi un moyen de développement, de création



de richesse au travers de taxes collectées, notamment de sorte à permettre aux artistes de vivre de leur art. Cela fait partie des choses auxquelles il faut s'atteler après cette inscription qui appelle à relever plusieurs défis. Faire en sorte que les droits d'auteur des artistes soient respectés. Voir comment, c'est un projet en gestation, créer un Palais de la culture. J'en avais discuté avec la ministre de tutelle dans la perspective de pérenniser cette mémoire de la rumba, quitte à créer un musée à l'image du Musée de la musique à Paris. Il y aurait, sous un format multimédia, de la musique, les clips, les personnages, les objets ayant appartenu aux légendes, à l'instar de la tenue qu'avait porté Tabu Ley à l'Olympia, les guitares de Luambo, Lutumba ; les œuvres d'art liées à cette musique. Car, la rumba n'est pas que musique ! Il y a tous ses corollaires que sont la mode, la gastronomie, etc., ce sera le lieu où démontrer à quel point elle fait partie de notre culture, de ce que nous sommes.

L.C.K. : Comme fervent défenseur de la rumba et opérateur culturel, jusqu'où va votre engagement pour le rayonnement de la rumba ? Avez-vous des projets en perspective pour faire bouger les lignes comme vous

le souhaitez ?

D.M. : Nous avons démarré il y a quelques années déjà en créant un événement, le Fire. Cela nous conforte à la pensée que nous étions dans le bon en l'initiant et se positionnant parmi les précurseurs de cette lutte pour notre musique. L'inscription de la rumba nous offre une ouverture de sorte qu'au-delà de l'appui que nous pourrions avoir au niveau national, il y a des contacts engagés dans la perspective d'engager des partenariats au-delà de la République démocratique du Congo. Par ailleurs, il y a des produits dérivés, des T-shirts et autres articles ; nous avons aussi réalisé un documentaire diffusé récemment à la télévision. Nous y avons rendu juste un travail de fond extrait d'une partie de notre collecte d'images, témoignages récoltés pendant près de trois ans et demi. Il y a encore beaucoup à faire, notamment faire connaître les jeunes artistes, les autres courants de la rumba. Du reste, il existe, entre autres, cette rumba 2.0 dont on parle, les croisements entre la rumba cubaine et la congolaise. Il reste tellement de choses à faire, des univers à explorer encore au point que je suis très excité à l'idée de tout ce qu'il y a à venir et j'espère vraiment que nous allons permettre aussi aux artistes de vivre de leur art. Et,

cela demande essentiellement une loi qui empêche notamment les brasseurs de réaliser des concerts gratuits et de brader l'art. Et, que l'on fasse en sorte d'arrêter ces vendeurs à la sauvette qui vendent les supports piratés de nos artistes musiciens parce qu'avec une population qui avoisine les cent millions d'habitants ou plus, dont éventuellement trente millions de mélomanes consommateurs de musique, je crois que nos artistes pourront bien vivre de leur art.

L.C.K. : Fire s'est joint à Rumba parade, le festival commun de l'Institut national des arts et de Wallonie-Bruxelles pour célébrer l'événement. Qu'en est-il de la prochaine édition de Fire, aura-t-elle seulement lieu ?

D.M. : Oui ! Comme d'habitude nous donnons rendez-vous aux mélomanes pour trois jours, à partir du 30 juin, jusqu'au 2 juillet. Il est possible, nous l'espérons, que nous ayons des partenaires qui nous permettront d'inviter de grosses pointures internationales, parce que cette grande musique qu'est la rumba ne peut véritablement s'exprimer et grandir qu'en se frottant aux autres genres de musique, à des artistes qui ont beaucoup plus de professionnalisme. Cela permettra à nos artistes

de grandir et à notre rumba d'étendre ses tentacules à travers le monde.

L.C.K. : Que rétorqueriez-vous à ceux qui ne croient plus en la rumba, soutenant qu'elle est en perte de vitesse, bat de l'aile et s'est fait damer le pion par les musiques venues d'Afrique de l'ouest très en vogue et appréciées partout ?

D.M. : Je l'ai dit dans le documentaire, n'importe quel artiste congolais, même le petit musicien du coin invité à se produire en live, jouer en performer, sans emprunter des sons, s'accompagner d'une boîte à musique en compétition avec Davido ou les stars du Coupé-décalé, il va les battre à plates coutures. En fait, la rumba est loin, très, très loin d'avoir perdu son éclat. Au contraire, c'est une musique qui absorbe, enrichit les autres musiques. Elle est l'essence même, à savoir que, comme l'a dit un artiste américain, le jazz et toutes ces musiques contemporaines que l'on entend ont comme source, mère, la rumba. Et, la mère demeure toujours celle qui abreuve, nourrit les autres musiques. La rumba est loin d'avoir dit son dernier mot, surtout qu'avec ses différents dérivés, elle continue de s'améliorer à l'instar du vin qui se bonifie au fil du temps, prend de la teneur, du goût avec l'âge, elle progresse plutôt. C'est la promotion qui fait défaut parce que les moyens ne sont pas conséquents. Prenez un Fally Ipupa avec Universals à ses côtés, les retombées se feront ressentir tout de suite. Et, il faut de la discipline, comme Jean Goubald le disait, le professionnalisme doit être inculqué à nos artistes de sorte à ce qu'ils se conforment aux formats des médias internationaux, radios et télévisions. Lorsque le standard requis est de cinquante-neuf secondes, ils ne doivent pas proposer des morceaux qui font plus que cela, dix minutes, par exemple ! Il y a des œuvres qui ne conviennent qu'au marché local. Pourtant, lorsqu'on veut s'exporter, il faut s'adapter aux normes internationales sans dénaturer notre musique.

Propos recueillis par Nioni Masela

AWARDS DU RIRE AFRICAIN

Stéphanie Bluetooth sacrée "Révélation de l'année"

Stéphanie Divine Poumou, de son nom de scène Stéphanie Bluetooth, vient de remporter le prix de la Révélation de l'année lors de la première édition des Awards du rire africain (ARA) qui s'est tenue le 31 décembre 2021 à Niamey, au Niger.

Etoile montante de l'humour congolais et africain depuis 2017, Stéphanie Bluetooth a, une fois de plus, confirmé son talent avec le sacre de Révélation de l'année reçu aux ARA. Cette distinction vient donc couronner une belle année de travail où on a pu remarquer la participation de la jeune artiste à plusieurs festivals, comme Pool Malebo stand-up comedy en République démocratique du Congo et Bangui rire en République centrafricaine.

Ce, en plus de quelques prestations scéniques sur le plan national (Minzoto ya mboka, Tuséo 2021...) et son passage dans de grandes émissions africaines d'humour. « *Merci beaucoup à la production des Awards du rire africain pour ce prix que j'ai reçu avec immense joie au Niger. Je ne représente pas seulement le Congo-Brazzaville, mais aussi l'Afrique. Simple, bonne année 2022 à tous et que le travail conti-*



nue », a-t-elle posté sur sa page Facebook.

A chaque passage sur scène, Stéphanie, la vingtaine à peine, sait comment captiver l'attention de son public pour

au final lui arracher des tas de fou rire grâce à son talent, son imagination fertile, son sens de l'autodérision et son brin de folie. Un talent qu'elle tient naturellement depuis sa

tendre enfance, mais qu'elle a su aiguiser notamment lors de son passage à l'émission Comedy battle et au sein de la troupe Brazza comedy show, un collectif d'humoristes et

de comédiens congolais. Pour créer ses sketches, la jeune artiste s'inspire considérablement du quotidien des Brazzavillois, mais aussi des réalités d'autres peuples du continent. Avec son baccalauréat dans la poche depuis l'an dernier, Stéphanie entend concilier sa nouvelle vie estudiantine et sa passion pour l'humour.

Outre Stéphanie Bluetooth, sur la liste des lauréats des Awards du rire africain 2021, on retrouve également Ange Freddy, prix ARA du meilleur humoriste web ; PrissK, prix ARA de l'humoriste femme de l'année ; Boukary, prix ARA du meilleur humoriste homme de l'année ; Digbeu cravate, prix ARA d'honneur ; Althess, prix Zamani et enfin Le parlement du rire, prix ARA de la meilleure émission Tv/Radio. L'événement se veut une rencontre des professionnels de l'humour qui récompense les meilleurs artistes africains s'étant illustrés tout au long de l'année.

Merveille Atipo

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ info@adiac.tv

📍 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



Football

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Coupe de France, 16e de finale

Béni Makouana est entré à la 88e lors de la courte victoire de Montpellier face à Strasbourg (1-0).

Christopher Ibayi porte Versailles vers la qualification pour les 8e de finale face à la Roche-sur-Yon (4-0). L'attaquant de 26 ans, formé au SC Bastia, a ouvert le

score à la 8e avant de doubler la mise à la 12e.

Le fils d'Edmond Ibayi totalise désormais 5 buts dans cette compétition (et 7 en National 2).

Bradley Locko était titulaire lors de la qualification du Stade de Reims à Thaon (1-0).



Christopher Ibayi a inscrit un doublé lors de la qualification de Versailles pour les 8e de finale (FC Versailles 78)



Han-Noah Massengo, à gauche, accompagne le buteur Weimann dans sa célébration du second but de Bristol (bcfc.co.uk)

Bergerac élimine Créteil aux tirs au but (5-4) après un score vierge. Titulaire, Kévin Mingoua a réussi sa tentative.

Warren Bondo était titulaire lors de la qualification de Nancy face à Rennes (0-0 puis 4-3). Le milieu de terrain de 18 ans a inscrit le premier tir au but de son équipe.

Yannis Mbemba n'est pas entré en jeu lors du succès de Nantes sur Vitré (2-0).

Privé de 21 joueurs, positifs au Covid, Bordeaux est allé s'incliner à Brest (0-3) avec seulement 8 joueurs professionnels. Le groupe était donc renforcé par des jeunes du centre de formation dont Yaël Mouanga Boudzoumou. Le défenseur de 19 ans est resté sur le banc.

En instance de départ, dans le cadre d'un prêt, Chrislain Matsima n'était pas le groupe de l'AS Monaco, qualifié sur le terrain de Quevilly-Rouen (3-1).

Ce lundi, Jonathan Nsondé et Vannes

reçoivent le PSG au stade de la Rabine.

Angleterre, 26e journée, 2e division

Bristol s'impose face à Millwall grâce à un triplé de Weimann (3-2). Entré à la pause, Han-Noah Massengo a offert le second but à la 73e d'un centre brossé.

Le match entre Nottingham (Brice Samba) et Barnsley est reporté en raison de cas positifs au Covid-19.

Angleterre, 25e journée, 4e division
Lanterne rouge, Oldham fait match nul à Hartpool, le 15e (0-0). Dylan Bahamboula est entré à la 76e. Pas de Christopher Missilou, dont le retour chez les Latics n'est pas encore confirmé.

Offrande Zanzala n'était pas dans le groupe de Barrow, défait à domicile par Bradford (1-2).

Espagne, 70e journée, 1re division
Jordi Mboula est entré à la 70e lors du revers de Majorque face au Barça (0-1).

Camille Delourme



Pour vos cadeaux de fin d'année et de Nouvel An, le Musée Galerie Bassin du Congo vous présente, du 3 décembre 2021 au 31 janvier 2022, une exposition vente de peinture et de sculpture des anciens et jeunes plasticiens du Bassin du Congo.

Lundi à vendredi de 9h à 17h et le samedi de 9h à 13h.

EXPOSITION VENTE

NOUVELLE ANNÉE 2022

La Fondation Brazzaville adresse ses vœux

Pour ses vœux de l'année 2022, la Fondation Brazzaville continuera de concevoir, de promouvoir et d'accompagner des initiatives africaines.

À l'occasion de ses vœux, par tweet, la Fondation Brazzaville affirme vouloir continuer à œuvrer « pour la paix et la préservation de l'environnement ». Durant l'année 2021, malgré les difficultés opérationnelles générées par la pandémie de coronavirus, pour sa deuxième année d'existence, la Fondation Brazzaville a été très active.

Parmi ses actions menées au service de la paix, de l'environnement et de la santé avec ses partenaires africains, l'un des moments forts a été, du 1er au 12 novembre, sa présence à la COP 26 à Glasgow, en Ecosse, pour accompagner les pays membres de la Commission climat du Bassin du Congo (CCBC) venus plaider l'urgence de préserver le bassin du Congo, un enjeu africain et planétaire. Un pavillon, dit pavillon du

Fonds bleu, fruit du travail collaboratif des équipes de la CCBC et de la Fondation Brazzaville, avait permis de mettre en avant, le temps de ce rendez-vous international sur le climat, les contenus dans la stratégie de plaidoyer et de communication de la CCBC et la stratégie de marketing et d'image de marque du Fonds bleu approuvées lors du deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CCBC, qui s'était réuni auparavant, le 30 septembre 2021.

Ce pavillon avait accueilli, le 3 novembre, le chef de l'État du Congo, Denis Sassou N'Guesso, président de la CCBC, et son homologue Félix Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo (RDC), par ailleurs président de l'Union africaine. Tous deux étaient accompagnés de plusieurs



Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Félix Tshisekedi encadrant Jean-Yves Ollivier, président fondateur de la Fondation Brazzaville, lors d'une séance de travail sur le pavillon du Fonds bleu à la COP26 à Glasgow, Ecosse./Crédit photo : La Fondation Brazzaville

ministres, dont Eve Bazai-ba, vice-Premier ministre de la RDC et ministre de l'Environnement, et, pour la République du Congo, Rosalie

Matondo, ministre de l'Économie forestière, et Arlette Soudan-Nonault, ministre de l'Environnement, du Développement durable et du

Bassin du Congo, coordinatrice technique de la CCBC et également, Patrice Lefeu, chargé du dossier pour le consortium EY Innpack.

Marie Alfred Ngoma

SOLIDARITÉ

Le gouvernement offre des présents à la reine Ngalifourou

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, accompagné de quelques membres du gouvernement; du directeur de cabinet du chef de l'État, Florent Ntsiba; et des représentants du royaume de Loango; s'est rendu le 31 décembre à Ngabé, dans le département du Pool, pour offrir à la reine Ngalifourou des vivres et non vivres, pour un réveillon de Nouvel An réussi.

Après avoir reçu les cadeaux de fin d'année, en présence du Makoko Michel Ngaranri récemment intronisé, la reine Ngalifourou, gardienne du Nkwembali, a remis au retour au Premier ministre quelques objets sacrés tels un chapeau fait de cauris, une étoffe de raphia et un tabouret. Avant de quitter Ngabé, localité se trouvant à 200 km de Brazzaville, au bord du fleuve Congo, Anatole Collinet Makosso a signé le livre d'or. A la sortie de l'entrevue, le chef



Le Premier ministre s'entretenant avec la reine Ngalifourou en présence du Makoko DR

« Je pensais que comme nous le faisons dans d'autres circonstances, il était important pour moi de saisir l'opportunité que m'offrait cette fin d'année, en ce jour du 31 décembre, pour venir témoigner ma solidarité à la reine Ngalifourou... »,

du gouvernement a réaffirmé son attachement aux valeurs traditionnelles. Selon lui, la fin d'année est synonyme de célébration d'amitié, des valeurs

de partage et d'attachement aux valeurs culturelles et morales. « Je pensais que comme nous le faisons dans d'autres circonstances, il était impor-

tant pour moi de saisir l'opportunité que m'offrait cette fin d'année, en ce jour du 31 décembre, pour venir témoigner ma solidarité à la reine

Ngalifourou... », a justifié le Premier ministre.

Selon Anatole Collinet Makosso, au-delà de l'attachement personnel, son geste de générosité a aussi un fondement constitutionnel. Car, le constituant congolais, en consacrant plusieurs articles dans la Constitution du 25 octobre 2015 aux chefferies et aux notabilités traditionnelles, a tenu à concilier les valeurs universelles de la démocratie avec les valeurs sociétales, culturelles, traditionnelles. « Le constituant nous invitait, par ce moyen, de consolider ces valeurs en respectant les notabilités, les chefferies traditionnelles. En accomplissant cet acte, je voudrais témoigner mon attachement à ces valeurs traditionnelles, ma reconnaissance à ces institutions qui sont de véritables centres de régulation sociale, des organes de gestion et de règlement des crises, des conflits, des organes d'appui à la démocratie », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama